

Le budget—M. Boudria

Qu'on modifie la motion en retranchant tous les mots suivant le mot «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

«la Chambre regrette que le budget

1. n'ait pas corrigé les iniquités du régime fiscal causées par les politiques du gouvernement durant les trois dernières années;
2. n'ait pas mis en place une stratégie nationale de développement régional pour compenser la politique de haut taux d'intérêt du gouvernement;
3. n'ait pas présenté un plan crédible pour faire face au financement de la dette publique qui ne s'attaquerait pas indûment aux Canadiens à faibles et moyens revenus; et
4. n'ait pas précisé une approche canadienne pour faire face à l'instabilité du système monétaire international.»

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat sur le budget. Nous savons que le budget qui a été présenté dernièrement par le gouvernement, est injuste envers bien des Canadiens.

[Français]

Monsieur le Président, le Budget conservateur du 10 février dernier marque, en effet, un jour dans l'histoire de notre pays où le gouvernement aura abandonné toute idée de fermer l'écart croissant entre riches et pauvres, au Canada. Le gouvernement conservateur crie si fort pour ceux qui ont bénéficié de notre société et il est incapable d'entendre les plaintes de ceux qui n'ont pas bénéficié de la nouvelle conjoncture économique. Et une des régions, monsieur le Président, qui n'a pas bénéficié de cette nouvelle conjoncture, c'est la circonscription électorale que je représente.

Monsieur le Président, au lendemain du dépôt du Budget conservateur, le préfet du canton de Cambridge, dans ma circonscription, qui est également le président du comité ITAC (Industrie, Tourisme, Agriculture, Commerce) des Comtés-Unis de Prescott et Russell, transmettait ses opinions concernant le Budget, par voie d'un communiqué de presse. Monsieur le Président, vous me permettez de lire le contenu très bref de ce communiqué de presse, qui indique jusqu'à quel point les électeurs de la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell en ont assez de ce gouvernement conservateur, et je lis textuellement le communiqué:

Me Denis J.A. Pommerville, président du comité ITAC (Industrie, Tourisme, Agriculture et Commerce) des Comtés-Unis de Prescott et Russell et préfet du canton de Cambridge, a livré ce matin ses réactions au Budget Wilson, déposé le 10 février 1988 à la Chambre des communes.

Il a débuté en regrettant que la première retombée économique de l'Accord commercial dit de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique soit surtout négative pour les régions rurales telles que celle qu'il représente. En effet, l'augmentation de la taxe sur les carburants, de 1c. le litre, frappe durement les régions dont la population est éparse, surtout celles où le transport en commun n'existe pas. Une fois de plus, le recyclage de la main-d'oeuvre et le retour au travail des 12,5 p. 100 de chômeurs de la région (un taux plus du double de celui du reste de l'Ontario) seront handicapés par la nécessité de posséder un véhicule devenu de plus en plus coûteux.

«Nous nous réjouissons cependant de la volonté exprimée par le gouvernement Mulroney de confier à l'entrepreneuriat privé une part de plus en plus grande de la relance de l'économie . . .

● (1220)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Je tiens à signaler au député que l'on ne peut pas parler de «Gouvernement Broadbent», «Gouvernement Turner» ni de «Gouvernement Mulroney» dans les débats. Les députés doivent dire «un gouvernement néo-démocrate», «un gouvernement libéral» ou

«un gouvernement conservateur». Le Président l'a déjà dit plusieurs fois. J'espère bien que le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) qui est là depuis trois ans respectera la décision du Président.

M. Boudria: Monsieur le Président, j'accepte votre décision et je vous remercie. Je pensais que l'on pouvait prononcer le nom d'un député en citant les propos de quelqu'un d'autre. Je ne le ferai plus.

[Français]

Je continue:

. . . Nous sommes encouragés également par les efforts soutenus de la politique fiscale du présent gouvernement pour diminuer le déficit fédéral ou du moins pour le dégonfler à des proportions plus contrôlables.»

Je continue, monsieur le Président, à lire le communiqué qui a été émis par le président du Comité ITAC de ma circonscription.

Me Pommerville continuait en mettant en garde le gouvernement fédéral contre le désir apparent de ne pas encourager le développement régional. En un temps où l'on dit que l'Accord commercial avec les USA empêchera graduellement le Canada de favoriser les régions éloignées ou défavorisées, comme la géographie et le climat notamment l'y ont toujours forcé, il est plus que temps de mettre des efforts importants visant à donner une chance égale à tous les Canadiens de profiter de l'impact économique éventuel de ces nouveaux marchés. Au nom du comité ITAC et au nom des Comtés-Unis de Prescott et Russell, Me Pommerville a regretté que rien ne semble avoir été prévu pour prolonger des programmes tels que PDIR (Programme de développement industriel régional) ou à tout le moins les remplacer, ce qui aurait pour résultat d'institutionnaliser le chômage et le bien-être dans la région et donc de bloquer dans ces programmes de remplacement économique une part importante du déficit budgétaire; ceci va à l'encontre non pas d'une, mais des deux priorités avouées du gouvernement lui-même, puisque l'entrepreneur éventuel, sans incitatif régional, ira très sûrement s'installer dans les conurbations déjà existantes.

Alors, monsieur le Président, je viens de vous lire une déclaration qui a été préparée par le préfet d'une municipalité importante dans ma circonscription et le président du comité ITAC des Comtés-Unis de Prescott et Russell. Il est évident que le président du Comité ITAC n'est pas du tout heureux du Budget présenté par le ministre des Finances, le 10 février dernier.

[Traduction]

Comme vous le savez, monsieur le Président, et comme beaucoup d'autres députés le savent aussi sans doute, Glengarry—Prescott—Russell n'est pas une circonscription très riche. Beaucoup de fonctionnaires vivent dans la partie ouest, il y a des agriculteurs un peu partout et on trouve quelques petites villes industrielles dans l'Est. La circonscription compte 25 municipalités et une cinquantaine de petites villes.

La nouvelle taxe sur l'essence annoncée dans le budget est extrêmement injuste pour mes électeurs ruraux. Ils n'ont pas le choix de se déplacer ou non en voiture. Si on souhaite travailler dans une zone rurale, il faut se trouver un moyen de transport et c'est en général la voiture, dont il faut évidemment remplir le réservoir. Les gens qui font le plein d'essence doivent maintenant payer plus cher qu'ils ne l'ont jamais fait auparavant. C'est un cadeau que leur offre un gouvernement qui avait promis avant les élections de 1984 de ne pas augmenter les impôts. Depuis qu'il est au pouvoir, la taxe d'accise sur l'essence a été majorée de 5 c. le litre ou 23 c. le gallon.